Numérisation CERMTRI

Khrouchtchev dénonce les crimes de Staline

№ 414 — 15 Juin 1956

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS

HEBDOMADAIRE - 20 Frs.

LA VÉRITE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION:
5, rue de Charonne, Paris (XIe) — Métro BASTILLE

ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois : 225 fr.
Etranger 1 an : 1.200 fr.
C.C.P. Sté de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

« Staline disparaîtra de la scène sous le poids de ses crimes, comme le fossoyeur de la révolution et la plus sinistre figure de l'histoire »

LEON TROTSKY — 16 Octobre 1937

Les Elus ont voté la guerre, mais... les Hospitaliers débrayent, les Paysans bloquent le lait, les Rappelés manifestent

JAMAIS, sans doute, le divorce entre le peuple et ceux qui le représentent : députés et dirigeants des organisations traditionnelles, PS, PCF, FO, CGT n'a été aussi profond et aussi manifeste. Le parlement a voté la confiance à Guy Mollet ; il ne s'est trouvé que 59 voix de réactionnaires extrêmes pour s'opposer à une politique dont les contradictions verbales et l'incohérence se traduisent à chaque étape par un alignement dans les faits sur la volonté des ultracolonialistes.

Quant aux députés communistes et progressistes, il n'est que trop clair que leur abstention a exactement le même sens que leur vote positif en faveur des pouvoirs spéciaux. La justification de l'abstention, tentée par Waldeck-Rochet : si nous avions voté contre, on nous aurait reproché de nous opposer aussi aux aspects positifs de la politique gouvernementale, ne vaut rien et ne convaincra personne. La politique du gouvernement constitue un tout, dominé de très haut par la guerre d'Algérie. Cet « aspect » de la politique de Guy Mollet réagit sur tous les autres.

Pourquoi est-il nécessaire de voter — cette fois avec l'approbation des députés « communistes » — 200 milliards d'impôts supplémentaires pour accorder (peut-être !) aux vieux une miette parcimonieuse, sinon parce que la « sale guerre » dévore la part du lion dans le budget ?

Comment faire face à la prochaine rentrée scolaire, à propos de laquelle la Fédération de l'Education Nationale vient de sonner l'alarme, sans prélever, sur les crédits de guerre, des milliards pour l'éducation de nos enfants ? A propos, où en est l'abrogation de la loi Barangé ?

« La volonté du gouvernement est de poursuivre sa politique sociale », a déclaré Jean Minjoz, secrétaire d'Etat au Travail, « dans toute la mesure compatible avec la stabilité économique ». Mais, précisément, pourquoi est-ce que de nouveaux impôts sont annoncés ? pourquoi est-ce que l'abîme du déficit budgétaire, sur lequel le Parlement n'a pas encore osé se pencher, stimule l'inflation, la hausse des prix ? La guerre d'Algérie domine la situation économique, comme elle domine la situation politique. La déclaration de Minjoz ne peut être interprétée que d'une seule manière : le maintien de la stabilité économique, malgré cette cause essentielle de déséquilibre qu'est la guerre, servira de prétexte pour refuser aux travailleurs tout relèvement de leur niveau de vie, bien plus, pour leur demander des « sacrifices » supplémentaires !

N'est-il pas évident enfin que la politique algérienne de Mollet-Lacoste les conduit à de nouveaux conflits en Tunisie et au Maroc, dont les gouvernements ne peuvent, sous peine d'être renversés par leurs peuples, se déséolidariser ouvertement du peuple algérien ?

Aussi bien, toute la situation politique est dominée par l'action extra-parlementaire des colons algériens qui, depuis le 6 février, ont imposé ainsi leur volonté. Cette situation ne peut être renversée qu'en leur opposant l'action extra-parlementaire des masses. Et ce n'est certes pas en « s'abstenant vigoureusement », comme l'écrit sans rire André Stil, qu'on peut mobiliser les masses.

∴

Car les masses, elles, passent de plus en plus résolument à l'action sur tous les fronts. Les manifestations contre le départ des rappelés s'amplifient, malgré la répression qui s'abat sur les manifestants. Après Grenoble, Saint-Nazaire; après Saint-Nazaire, c'est Le Havre où 4.000 manifestants ont bloqué un train.

Cependant, sur le front des salaires la lutte s'amplifie : les travailleurs non diplômés des hôpitaux, las de leurs salaires de famine, débrayent, forts de l'expérience des mouvements de l'an passé, manifestent devant l'hôtel de ville. Les débrayages se multiplient dans toutes les corporations, mettant à l'ordre du jour la préparation de la grève générale pour les 40 francs d'augmentation égale pour tous, pour le retour au pouvoir d'achat de 1938, et — les salariés réunissant leurs forces à celles des jeunes rappelés — pour le « cessez-le-feu » immédiat.

La grève des producteurs de lait vient démontrer que les paysans ne sont pas plus résignés que les ouvriers à faire les frais de la « stabilité économique » — de la stabilité des superbénéfices des trusts. Les petits producteurs ne peuvent accepter que le lait leur soit payé 20 fr. 20 par le « trust blanc », alors qu'il est revendu au consommateur 41 francs en vrac, 47 francs en bouteille. Mais le gouvernement ne veut pas de hausse du prix en détail, car, dans ce cas l'indice des 213 articles crèverait le plafond, et l'échelle mobile entrerait en vigueur — la « stabilité économique » serait atteinte ! — ni de réduction de la marge bénéficiaire du « trust blanc ».

Les victimes du régime capitaliste commencent à déployer leurs forces ; qu'elles les unissent pour l'action directe, et leur victoire est assurée.

R. MONGE.

ATTENTION !!!

TOUT LE COURRIER POUR « LA VERITE » OU LE P.C.I. DOIT DESORMAIS ETRE ADRESSE A L'ADRESSE SUIVANTE :

SOCIETE DE PRESSE. D'EDITION ET DE LIBRAIRIE, 5, RUE DE CHARONNE, PARIS 11e

Libérez Claude Gérard !

M. DE MAISONSEUL a été mis en liberté provisoire à Alger. C'est là un premier résultat pour le mouvement de protestation indignée soulevé par les mesures répressives prises à l'instigation des colons contre les éléments libéraux, adversaires de leur politique de guerre totale.

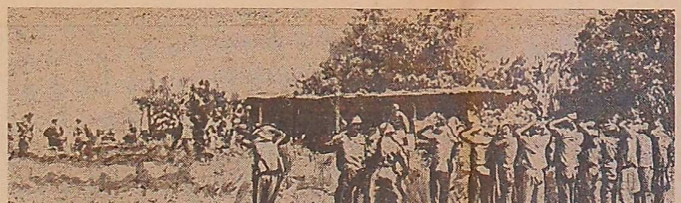
Mais Claude Gérard est toujours en prison. Pour empêcher son transfert à Alger, le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que de la faire inculper une deuxième fois — cette fois par le juge Pérez, du parquet de la Seine. Cependant cette héroïne de la résistance, cette rescapée des camps nazis est toujours incarcérée, au régime du droit commun — tandis que le journal des vichystes, le Temps de Paris, *l'abreuve journellement de calomnies !*

Au mois de septembre dernier, le journaliste Robert Barrat avait été inculpé pour le même motif qu'aujourd'hui Claude Gérard : il avait interviewé un dirigeant des maquis algériens. Mais Robert Barrat avait été mis aussitôt en liberté provisoire. Il est vrai qu'alors la France n'avait pas l'avantage d'un gouvernement « socialiste »...

Le scandale doit cesser. Le comité pour la défense de Claude Gérard, constitué sous la présidence d'Emile Kahn, et qui groupe de nombreuses personnalités, doit recevoir l'appui de toutes les organisations ouvrières et démocratiques. Une ample campagne doit s'organiser dans tout le pays, avec ce mot d'ordre :

LIBEREZ CLAUDE GERARD !

Achetez tous vos livres au service de Librairie de la SPEL



ALGERIE : SCENES DE LA VIE QUOTIDIENNE

La bureaucratie avait besoin des procès de Moscou

PAR Léon Trotsky

NOUS reproduisons ci-dessous quelques extraits de la déclaration finale de Léon Trotsky, faite le 17 avril 1937 devant la commission internationale d'enquête sur les procès de Moscou, présidée par le sociologue libéral John Dewey. Cette commission, à laquelle participaient entre autres l'anarchiste américain Carlo Tresca et le socialiste autrichien Otto Ruhle, compagnon de lutte de Karl Liebknocht contre l'impérialisme allemand pendant la première guerre mondiale, conclut à l'innocence totale des accusés. Après dix-neuf ans, Khrouchtchev vient de lui donner raison.

Dans ce texte, Léon Trotsky répond par avance, d'une manière frappante, à Khrouchtchev qui s'efforce de présenter les crimes monstrueux de Staline comme résultant des seuls vices de son caractère ! Trotsky démontre que les épurations sanglantes, la liquidation de tous les compagnons de Lénine fut nécessaire à la défense des privilèges de la bureaucratie contre les masses soviétiques.

Je n'ai pas l'intention de nier l'importance du facteur individuel dans l'histoire. Ni Staline, ni moi ne se trouvent par hasard dans les situations respectives qui sont les leurs. Mais, ces situations, ce n'est pas nous qui les avons créées. Chacun de nous intervient dans ce drame comme le représentant d'idées et de principes déterminés.

Ces idées et ces principes, à leur tour, ne tombent pas du ciel, mais ont de profondes racines sociales. C'est pourquoi il convient de considérer, non l'abstraction psychologique de Staline en tant qu'individu, mais sa personnalité concrète, historique, comme chef de la bureaucratie soviétique. On ne peut comprendre les actes de Staline qu'à partir des conditions d'existence de la nouvelle couche privilégiée, avide de pouvoir, avide d'avantages matériels, soucieuse de sauvegarder ses positions, inquiète devant les masses, et haïssant mortellement toute opposition.

La position d'une bureaucratie privilégiée dans une société que cette bureaucratie elle-même appelle socialiste n'est pas seulement contradictoire, elle est fausse. D'autant plus rapide fut le saut de la révolution d'octobre — qui mit à nu toutes les falsifications sociales — à la situation présente, d'autant plus massifs durent être les mensonges thermidoriens.

Il s'agit, par conséquent, non de la dépravation personnelle de tel ou tel individu, mais de la corruption inhérente à la position de tout un groupe social pour qui le mensonge est devenu une nécessité politique vitale.

Dans la lutte pour conserver les positions nouvellement acquises, cette caste s'est réduquée elle-même et a rééduqué simultanément — ou plutôt démoralisé — ses dirigeants. Elle porta à sa tête l'homme qui exprimait le mieux, le plus résolument et le plus brutalement ses intérêts. C'est ainsi que Staline, autrefois un révolutionnaire, devint le chef de la caste thermidorienne.

LA FALSIFICATION DE L'HISTOIRE

Les formules du marxisme, expression des intérêts des masses, devinrent de plus en plus gênantes pour la bureaucratie, car elles étaient inévitablement dirigées contre ses intérêts. Du moment où l'entral en lutte contre la bureaucratie, les théoriciens à gage de cette dernière commencèrent à baptiser « trotskysme » l'essence révolutionnaire du marxisme. En même temps, la conception officielle du léninisme fut révisée d'année en année, devenant toujours plus adaptée aux besoins de la caste dirigeante. Les livres consacrés à l'histoire du parti, à la révolution d'octobre, ou à la théorie du léninisme furent révisés d'année en année.

Voici un exemple de l'activité « littéraire » de Staline en personne. En 1918, il écrivait que l'insurrection d'octobre fut « principalement et avant tout » assurée par la direction de Trotsky. En 1924, Staline écrivit que « Trotsky n'a joué et ne pouvait jouer aucun rôle spécial dans l'insurrection d'octobre ». C'est sur ce modèle que toute l'historiographie fut adaptée.

Cela signifie, pratiquement, que des centaines de jeunes universitaires et des milliers de journalistes furent systématiquement entraînés dans l'esprit de la falsification. Quiconque résistait était écrasé. Cela s'applique dans une mesure encore plus grande aux propagandistes, aux fonctionnaires, aux juges, sans parler des juges d'instruction de la Guépéou.

DES FAUX LITTERAIRES AUX PROCES DE MOSCOU

Les incessantes épurations du parti étaient destinées avant tout à déraciner le « trotskysme », et, au cours de ces épurations, étaient baptisés « trotskystes » non seulement des ouvriers mécontents, mais tous les écrivains qui présentaient honnêtement les faits historiques ou des citations en contradiction avec la dernière version officielle des événements. Les romanciers et les artistes furent soumis au même régime. L'atmosphère spirituelle du pays fut complétement imprégnée du poison des formules conventionnelles, des mensonges et des falsifications pures et simples.

Toutes les possibilités dans cette voie furent bientôt épuisées. Les falsifications théoriques et historiques cessèrent d'atteindre leur but — les gens y étaient devenus trop habitués. Il était nécessaire de donner à la répression bureaucratique des fondements plus massifs. Pour soutenir les falsifications littéraires, il fallut accuser les opposants de crimes.

Mon expulsion d'URSS fut motivée officiellement par l'allégation que je préparais une « insurrection armée ». Néanmoins cette accusation lancée contre moi ne fut même pas publiée dans la presse. Aujourd'hui cela peut paraître incroyable, mais déjà en 1929 parurent dans la presse soviétiques des accusations de « sabotage », d'« espionnage », de « préparation de déraillements de chemins de fer », etc., lancées contre les trotskystes. Il n'y eut pourtant aucun procès où ces accusations fussent impliquées, tout se limitait à une calomnie littéraire qui représentait néanmoins le premier chaînon dans la préparation des mascarades judiciaires à venir. Pour justifier la répression, il devint nécessaire de forger des accusations. Pour donner du poids à ces fausses accusations, il fallut les renforcer avec une répression plus brutale. Ainsi, la logique de la lutte conduisit Staline sur la voie de gigantesques amalgames judiciaires.

Cela lui devint aussi nécessaire pour des raisons internationales. Si la bureaucratie soviétique ne veut pas de révolutions et les redoute, elle ne peut en même temps, renoncer ouvertement aux traditions révolutionnaires sans miner définitivement son prestige en URSS...

LE texte du discours secret prononcé par Khrouchtchev au 20e congrès du PCUS vient d'être publié par le Département d'Etat américain ; une traduction française a paru dans le journal « Le Monde ». Bien que, d'après certaines informations, il manquerait quelques paragraphes de ce document, l'authenticité du texte ne peut être mise en doute. Il n'a fait l'objet d'aucun démenti des autorités russes, et, si la « Pravda » comme « L'Humanité » gardent le silence à son sujet, l'authenticité en a été reconnue par le « Daily Worker », organe du PC américain.

Pendant vingt ans, les staliniens ont répété à des dizaines de millions d'exemplaires, dans la presse, dans des centaines de brochure, dans des dizaines de livres, rédigés par des auteurs à gage (1), les plus infâmes calomnies contre les trotskystes, les dénonçant comme fascistes, hitériens, policiers, provocateurs, etc. De tout ce fatras il ne reste rien.

Khrouchtchev reconnaît que les trotskystes avaient raison quand ils dénonçaient les crimes monstrueux de Staline. Il atteste l'authenticité, contestée par les staliniens, du testament de Lénine, dans lequel ce dernier dénonce Staline « brutal et déloyal », et demande qu'il soit écarté du poste de secrétaire général si l'on veut éviter une scission dans le parti. Il publie la lettre de la dernière lettre dictée par Lénine, avant que celui-ci ne fût terrassé par la maladie, par laquelle il rompait toute relation personnelle avec Staline.

Khrouchtchev reconnaît que — comme Trotsky l'avait aussitôt affirmé — c'est Staline qui fit assassiner Kirov en décembre 1934 par un provocateur de la Guépéou, Nicolaïev. Cet assassinat servit de prétexte à Staline pour entreprendre la liquidation des compagnons de Lénine, au cours des grands procès de Moscou 1936-1938, l'assassinat sans jugement de milliers d'autres révolutionnaires, et de dizaines de milliers de travailleurs. Tout cela, que les trotskystes ont affirmé pendant vingt ans, c'est, Khrouchtchev l'atteste, la vérité.

POURQUOI ILS ONT AVOUE

Des professeurs, des philosophes, des journalistes ont rempli des volumes en cherchant la réponse à cette question : « Pourquoi les accusés des procès de Moscou ont-ils avoué ? » Les explications les plus étranges ont été envisagées : on a parlé de l'emploi de drogues dont la nature était tenue secrète, de la « technique du lavage des cerveaux » (1). Les apologistes « éclairés » de Staline ont mis à profit les aveux pour s'efforcer de justifier « objectivement » les procès. Les romanciers parlaient de « l'âme russe », se référant à Dostoïewski... Khrouchtchev répond : Ils ont avoué parce qu'ils ont été soumis aux plus horribles tortures physiques et morales. Et il cite de nombreux exemples de victimes répudiant leurs aveux, écrivant à Staline pour dénoncer les tortures auxquelles on les avait soumis — tous furent fusillés sans jugement, avec des milliers de militants de l'opposition de gauche trotskyste, qui n'avouèrent jamais.

Khrouchtchev dénonce la brutalité sauvage avec laquelle Staline, spécialiste de la « question nationale », traita les nationalités minoritaires de l'URSS. Des nations entières furent déportées dans l'Est et le Nord de l'URSS.

Khrouchtchev fait justice du prétendu génie militaire de Staline. Par sa faute, l'armée rouge dut subir le choc des envahisseurs nazis sans aucune préparation: des centaines de milliers d'hommes périrent inutilement du fait de l'incapacité du « généralissime », qui traçait les plans d'opérations non sur une carte d'état-major, mais sur une mappemonde. Il dénonce l'ignorance crasse du « chef génial » qui ne comprenait rien aux problèmes de l'agriculture, et surchargeait les travailleurs d'impôts impossibles à acquitter.

L'HEURE DU TROTSKYSME

Nous reviendrons, dans les prochains numéros de « LA VERITE », sur les nombreux problèmes soulevés par ce rapport, par ce qu'il dit et ce qu'il passe sous silence. Le trait le plus frappant en est l'incapacité de Khrouchtchev, qui prône pourtant le retour au léninisme, de fournir aucune explication marxiste, scientifique, des crimes de Staline, et des succès apparemment sans limites remportés par celui-ci dans l'instauration de son propre culte. Le marxisme nous enseigne pourtant qu'un tel phénomène doit avoir des racines sociales, doit servir les intérêts d'un groupe social déterminé. Les crimes que dénonce aujourd'hui Khrouchtchev — et ceux qu'il passe encore sous silence — Trotsky les a dénoncés en leur temps, alors que les membres de l'actuelle « direction collective » en étaient les complices et les exécutants : en même temps, il démontrait que ces crimes étaient commis pour la sauvegarde des privilèges de la bureaucratie. Cela, Khrouchtchev ne peut le dire, car il est aujourd'hui le représentant de cette même bureaucratie privilégiée !

Mais les travailleurs communistes du monde entier, les travailleurs russes en tout premier lieu, dupés par Staline et ses complices pendant trente ans, rechercheront l'explication que Khrouchtchev ne donne pas. Ils se tourneront inévitablement vers ceux qui n'ont pas attendu la mort de Staline pour combattre le stalinisme — ont fourni l'explication scientifique de la victoire momentanée de la contre-révolution stalinienne, et ont prévu sa chute prochaine. Le discours de Khrouchtchev contribuera ainsi, bien malgré lui, à hâter l'heure de la reconstruction d'un authentique mouvement communiste mondial, d'un véritable retour au léninisme — et de la révolution politique qui abattra la bureaucratie et restaurera la démocratie socialiste en URSS.

Q. BLOCH.

(1) Que l'on songe, par exemple, à « La grande conspiration contre la Russie », de Sayers et Kahn !

Numérisation CERMTRI

Contre la répression Souscrivez !

LE dernier numéro de « LA VERITE » n'a pas été saisi — le fait mérite d'être souligné après six saisies opérées en neuf semaines contre l'expression politique du trotskysme en France.

Il serait vain de chercher dans le contenu du dernier numéro de notre journal, par comparaison avec les précédents, une explication de ce fait. Les saisies sont le type même des mesures arbitraires dans lesquelles excelle l'appareil de l'Etat bourgeois. Aucune justification n'a besoin d'être donnée, ni n'est donnée par leurs auteurs. C'est là le fait du prince, le régime du bon plaisir.

La seule garantie des libertés réside dans la résistance du mouvement ouvrier et démocratique à l'arbitraire. Le rapport des forces ne permet pas actuellement à la réaction de procéder à l'interdiction pure et simple de la presse révolutionnaire : le plan de nos ennemis de classe est donc clair ; il s'agit de nous harasser, par des saisies successives, à intervalles rapprochés, en vidant notre caisse — qui n'est évidemment que trop facile à vider ! On espère en même temps que nos amis se lasseront, que leur dévouement se tarira — et le mauvais coup aurait réussi.

C'est ici, pourtant, que le plan échouera : les travailleurs et intellectuels d'avant-garde qui ont fait leur le combat pour la défense de « LA VERITE » se sont avérés nombreux ; nombreux sont ceux qui comprennent que si la réaction parvenait à bâillonner « LA VERITE », elle ne s'en tiendrait pas là, et que c'est toute la presse libre qui est menacée ; nombreux sont ceux qui comprennent aussi, même s'ils ne partagent pas la totalité de nos positions, l'importance grandissante que prend le trotskysme à l'heure où la crise aiguë du stalinisme et la crise révolutionnaire engendrée en France par la guerre d'Algérie mettent à l'ordre du jour le programme de la révolution prolétarienne, et la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire dirigeant les masses.

De cette compréhension témoignent par exemple ces trois lettres, que nous extrayons de notre courrier.

La première, de l'ethnologue-écrivain Michel Leiris, qui vient de recevoir le prix des critiques :

« En réponse à votre lettre du 25 mai, je vous prie de vouloir trouver ici un chèque de 5.000 fr comme souscription de soutien au journal « LA VERITE ».

La deuxième, du village communiste J. Boero, d'Ivry :

« Chers camarades,
Depuis un mois je suis affecté de paralysie du côté droit. Je n'ai plus la possibilité d'écrire, veuillez bien m'en excuser.
Mes salutations communistes.
J. BOERO.
Un chèque suivra.

La troisième, du camarade C. M., ex-membre du comité de section du PCF de Colmar, qui a démissionné de ce parti à la suite du vote des pouvoirs spéciaux, « vote scandaleux que le monde ouvrier ne pourra jamais oublier... », et nous adresse son adhésion au PCI :

« Lors de ma première lettre j'avais dit je crois de m'inscrire pour un abonnement d'un an, mais j'ai réfléchi à la suite de la répression qui frappe « LA VERITE » en premier lieu, j'ai décidé de payer seulement 6 mois renouvelables tous les semestres, et ceci au tarif spécial pour mon compte personnel de 1.000 frs, soit abonnement 400 frs plus 600 frs soutien en réponse à la flicaille de la tour pointue qui veut ruiner nos finances.

« ...Veuillez envoyer « LA VERITE » à M. X., je lui ai passé la mienne, ça l'intéresse, je crois qu'il s'abonne pour 6 mois, envoyez-lui à partir du prochain numéro ».

Aussi sommes-nous persuadés que tous nos lecteurs comprendront la nécessité de poursuivre leur effort, au moment où la répression menace plus que jamais, à la fois l'hebdomadaire trotskyste et les militants trotskystes.

Car Daniel Renard, gérant de « LA VERITE » s'est vu signifier cinq nouvelles inculpations, cette fois par le juge Perez ; ce qui porte à trente sept le nombre des inculpations qui pèsent sur notre camarade, qui n'a pas affaire à moins de trois juges d'instruction différents ; cependant que Pierre Lambert, membre, comme Renard, du Bureau Politique du PCI, ainsi que Gérard Bloch et Stéphane Just a comparu à plusieurs reprises devant le juge Batigne.

Vous pouvez nous aider :

En versant à la souscription nationale permanente (des listes de souscription, ainsi que des bons de souscription à cent francs peuvent être retirés à la rédaction du journal). N'attendez pas, c'est urgent !

En souscrivant des abonnements ; en nous envoyant des adresses d'abonnés possibles, à qui nous ferons le service de six numéros de « LA VERITE ».

En faisant circuler votre exemplaire du journal, dans votre milieu.

En commandant tous vos livres (quel que soit l'éditeur) à la SPEL.

SOUSCRIVEZ pour que vive LA VERITE

SOUSCRIPTION NATIONALE PERMANENTE
SEPTIEME LISTE

Lemarquis (Montreuil) 1.000 ; M. Blais (Sèvres) 200 ; A. Texier (Montreuil) 500 ; M. Leiris (Paris) 5.000 ; Mme Raymond (Paris XIIIe) 700 ; N. (Laon) 3.000 ; Steinberg (Vincennes) 300 ; Valière (Montpellier) 300 ; Bonnaire (Albi) 500 ; Anonyme (Paris) 1.000 ; Un jeune (Paris) 940 ; Marcel C. (Colmar) 1.000 ; Mlle Balla (Paris XVIe) 300 ; Edgar Morin (Rueil) 1.000 ; Rachel (Montaigut) 200 ; Un instituteur (Paris) 700 ; A. B. (Moselle) 2.000. Total de cette liste : 19.640. Total précédent : 126.025. Total général : 145.665 frs.

Un socialiste écrit à « La Vérité »

Le 7 juin 1956.

Cher Camarade,

NOUS avons pris connaissance de votre lettre circulaire du 22 avril et du numéro (saisi) de « LA VERITE » du 20 du même mois.

Nous pourrions nous contenter de vous répondre que ceux dont vous vous réclamez (Lénine, Trotsky, en particulier) ont supprimé en URSS, avant même Staline, toute liberté de la presse — et même, physiquement, tous leurs adversaires ; et que, par conséquent, vous n'avez aucun droit de vous réclamer des principes démocratiques que nous avons fait inscrire dans la constitution de la IVe République.

Mais nous pensons ensuite que vous oubliez votre ami Lacoste dans le même style ignominieux que les staliniens employaient pour essayer de vous « liquider » le moment venu. Il vient quand même de traiter de « symbole de l'individu taré, apte à accomplir les plus répugnantes besognes ». Chose d'autant plus invraisemblable que vous prétextez pour justifier ces épithètes, on ne peut plus fraternelles, son attitude lors de la grève des mineurs de 1948. Ignorez-vous donc qu'il s'agissait d'une grève non point revendicative, mais politique organisée par les staliniens, qui essayaient alors de s'emparer du pouvoir à la faveur d'une grève générale insurrectionnelle ? De sorte que sans les « individus tarés » du genre de Jules Moch ou Robert Lacoste, il y a longtemps que vos bons amis staliniens vous auraient purement et simplement liquidés, comme ils ont exterminé tous vos amis en URSS et dans les Etats baptisés par antiphrase « démocraties populaires ». Pratiquerez-vous ce point d'honneur du suicide — ou l'ignorance totale des réalités — pour insulter ainsi ceux auxquels vous devez et la vie et la possibilité de militer où il vous avait plu, et cela justement à propos des actions pénibles qu'ils ont dû s'imposer pour sauver la démocratie contre des égarés ?

Malgré toutes ces remarques, nous protesterons contre la saisie de votre journal — car nous sommes fidèles, nous, à ces principes dont vous vous prenez, vous, à vous servir pour pouvoir les étouffer demain — si vous n'aviez commis que des erreurs d'opinion. Mais vous allez beaucoup plus loin.

Dans le même article, par exemple, où vous insultez votre sauveur Lacoste, vous appelez à la lutte pour assurer la victoire du peuple algérien, dans des termes tels que vous incitez vos lecteurs à aider matériellement et moralement les fanatiques nationalistes, religieux et racistes qui prétendent représenter le même peuple algérien en grande partie terrorisé par eux et qui se sont transformés en égorgeurs professionnels ou assassins systématiques des Européens sans distinction de sexe, d'âge ou de profession, qui incendient les fermes et les écoles, détruisent pour de longues années les récoltes futures en sciant les arbres fruitiers...

Nous mettons, nous, ces individus dans le même sac que les exploiteurs colonialistes faisant mourir à petit feu les victimes de leurs exactions. Nous disons qu'ils travaillent contre l'intérêt même de leur pays à partir du moment où notre ami Guy Mollet, que vous insultez tant, en dit que les colonialistes insultent tant pour ce même fait, leur ayant promis des élections vraiment libres suivies de négociations avec les représentants qualifiés du peuple algérien, eux s'attachent à rendre de telles élections impossibles.

S'il vous plaît, à vous, d'agir aux côtés ou en faveur des irresponsables en question, dont vous seriez d'ailleurs ensuite les premières victimes là-bas, tout comme, hier, vous étiez aux côtés des staliniens contre ceux qui vous ont sauvés de ces derniers, il nous apparaît à nous normal que le Gouvernement de la République dans son effort actuel de pacification travaille à mettre hors d'état de nuire tous ceux qui attisent l'incendie systématiquement comme vous semblez le faire.

Si les efforts actuels de Guy Mollet et de nos autres camarades placés par notre volonté au Gouvernement, pour pacifier l'Algérie avec un concours de tous les éléments non fanatisés — Français d'origine ou musulmans autochtones — devaient échouer, vous, et tous ceux qui souffrent sur le feu, porteriez devant l'histoire la tragique responsabilité des conséquences désastreuses qui résulteraient de cet échec et pour le peuple français, et pour le peuple algérien lui-même.

Salutations socialistes.

Le P. S., la démocratie, et la guerre d'Algérie

LE camarade A. Pâris, secrétaire de la section de Malakoff du Parti Socialiste du PCI nous a écrit pour nous dire que, réflexion faite, le gouvernement Guy Mollet avait bien raison de saisir « LA VERITE ». Nos lecteurs apprécieront certainement, comme nous-mêmes, la franchise du camarade Pâris, sinon la force de son argumentation. Nous espérons que le camarade Pâris apprécierons, de son côté, au moins la franchise de notre réponse.

LES TROTSKYSTES ET LES « PRINCIPES DEMOCRATIQUES »

Le camarade Pâris estime que les trotskystes n'ont aucun droit à se réclamer des « principes démocratiques que nous avons fait inscrire dans la Constitution de la 4e République ». Contrairement à ce que semble croire le camarade Pâris, les « principes démocratiques » n'ont pas été révélés au peuple reconnaissant par la constitution de la République, grâce à la vigilance de la SFIO. Les libertés démocratiques — liberté de pensée, de réunion, liberté de la presse, droit syndical, droit de grève — ont été conquises de haute lutte par les masses populaires, contre l'Etat bourgeois ; conquêtes précaires, sans cesse remises en cause par la bourgeoisie dès que le rapport du forces le permettait, sans cesse menacées, puis reconquises de nouveau. Mais l'histoire réelle de la société bourgeoise n'a rien à voir avec la vision idyllique d'un parlement, élu au suffrage universel, exécutant avec docilité la volonté du Peuple Souverain. La liberté de la presse, le droit de grève, le droit syndical ont été conquis par l'action directe des travailleurs, imposés à un parlement réactionnaire, qui s'empressait de reprendre de la main gauche une partie au moins de ce qu'il avait dû concéder de la main droite. Le camarade Pâris ne se souvient-il pas, pour ne citer que cet exemple, des lois scélérates de 1894, qui menaçaient la liberté de la presse sous prétexte de réprimer « l'incitation aux attentats anarchistes » ? Ne se souvient-il pas de la lutte menée par Jaurès contre ces lois scélérates ? Le parlement, quelle que fût la majorité, n'a jamais, depuis, trouvé le temps de les abroger. Il a seulement trouvé le temps de voter d'autres lois scélérates, enrichissant l'arsenal répressif dont dispose la justice bourgeoise contre les militants ouvriers. La lutte pour la défense des libertés démocratiques contre les empiètements de la réaction est d'une actualité brûlante en 1956. Malheureusement, il semble que le camarade Pâris ait choisi, pour sa part, de se situer dans le camp de la réaction, contre la liberté.

HERITIERS DE LENINE ET DE TROTSKY

LE camarade Pâris a raison : nous revendiquons hautement l'héritage de la république soviétique de 1917-1923, de Lénine et de Trotsky. Ce régime fut le plus démocratique que l'humanité ait connu jusqu'à ce jour. Il fut celui de la démocratie directe des conseils élus par les masses travailleuses, révocables à tout moment par elles, fonctionnant sous leur contrôle constant. Il fut aux antipodes de la monstrueuse dictature de Staline ; aux antipodes du régime bureaucratique de Khrouchtchev, avec lequel le camarade Pâris l'identifie, en plein accord avec Khrouchtchev

En régime bourgeois, la liberté de la presse, c'est tout au plus la liberté pour les riches de s'exprimer, et pour les pauvres de se taire. C'est la liberté pour une poignée de milliardaires d'éditer l'ultra réactionnaire « Temps de Paris » ; tandis que, par exemple, le Parti Socialiste, qui représente plusieurs millions d'électeurs, doit se contenter d'un quotidien de deux pages format réduit. Sous le régime de Lénine et de Trotsky, la liberté de la presse signifiait le droit, pour toutes les organisations de citoyens, d'utiliser les presses à imprimer et le papier, proportionnellement à leur nombre.

Accuser ce régime d'avoir « supprimé toute liberté de la presse », d'avoir « anéanti physiquement tous ses adversaires », c'est répéter une calomnie éculée. Plusieurs mois après la Révolution d'Octobre, non seulement les tendances ouvrières hostiles au bolchévisme, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, mais les démocrates bourgeois et les monarchistes eux-mêmes conservaient une presse légale. Ce fut seulement lorsque ces partis entreprirent la lutte armée contre le pouvoir des soviets que leur liberté d'expression fut abolie, au cours de la guerre civile.

Rappelons encore qu'en 1922 furent jugés des dirigeants socialistes-révolutionnaires qui avaient, non pas signé des articles de journaux hostiles au gouvernement bolchéviste, mais organisé des attentats terroristes contre celui-ci, blessé Lénine, tué Ouritsky. De pleines garanties juridiques leur furent accordées, des avocats désignés par l'Internationale Socialiste, parmi eux Emile Vandervelde, purent les défendre sans aucune limitation ; et, à l'issue du procès aucune condamnation à mort ne fut prononcée. Les militants nationalistes algériens traduits en cour martiale pour le crime de porteurs de pseudonymes ne leur voudraient bien bénéficier de telles garanties !

Le camarade Pâris veut-il suggérer que les mesures exceptionnelles prises par le « gouvernement de la République » pour mettre les trotskystes « hors d'état de nuire » sont justifiées par l'état de guerre ? Mais la lutte armée qui oppose les « forces de la République » à l'armée de libération nationale algérienne est une guerre civile qui justifie les atteintes à la liberté ? C'est là une implication dangereuse, camarade Pâris ! car il ne serait que trop facile de reconnaître, où, dans cette guerre, se trouve le camp des ouvriers et des paysans — et où le camp des pauvres, des exploités, dont, cela va de soi, un militant ouvrier doit naturellement se sentir solidaire !

LES STALINIENS VEULENT-ILS « PRENDRE LE POUVOIR » ?

CE n'est pas seulement nous qui avons stigmatisé les « sauveurs de la démocratie » Robert Lacoste et Jules Moch, lorsqu'ils firent tirer en décembre 1948, sur les mineurs en grève, assassinant le mineur Barbier. Ce fut John Lewis, le leader des mineurs américains, pourtant peu suspect de sympathie pour le communisme, qui rappela à Léon Blum qu'il ferait mieux de donner un salaire décent aux mineurs que de leur envoyer des balles !

Mais il paraît que les staliniens « essayaient de s'emparer du pouvoir à la faveur d'une grève générale insurrectionnelle » — et que nous sommes les seuls à l'ignorer. Le camarade Pâris ignore-t-il, lui, que la CGT se contenta de recueillir des souscriptions, en guise de solidarité avec les mineurs, sans aucune action corporations, qu'elle s'opposa résolument à toute généralisation de la grève ? Ne se souvient-il pas que, lorsque les ouvriers des camions Bernard vinrent en délégation trouver le bureau confédéral de la CGT pour lui demander de faire débrayer la métallurgie par solidarité avec les mineurs, Benoit Frachon répondit « qu'il n'y avait que les imbéciles et les gaullistes qui étaient pour la grève générale » !

Si les dirigeants staliniens avaient voulu s'emparer du pouvoir en s'appuyant sur l'action révolutionnaire des masses, ce ne sont pas les occasions qui leur auraient manqué, depuis vingt ans. En juin 36, par exemple — mais Thorez proclama « qu'il fallait savoir terminer une grève ». En 1944-45, en s'appuyant sur les milices ouvrières qui avaient les siècles fit dissoudre. Ou en août 1953, alors que quatre millions et demi de travailleurs étaient en grève ; mais la CGT refusa de lancer le mot d'ordre de grève générale, refusa d'appeler au renversement du gouvernement Laniel, et rivalisa avec FO pour émasculer la volonté de combat des masses. En août-septembre 1955 encore, la CGT s'opposa à la généralisation du mouvement de Nantes...

Bien loin d'organiser l'insurrection, les dirigeants staliniens, comme les dirigeants de la SFIO, proclament à tout moment que « l'heure de la révolution n'est pas venue » — et gèrent loyalement le régime bourgeois, aux côtés des ministres socialistes, lorsque l'occasion s'en présente, comme au beau temps du tripartisme. Ils ne demanderaient qu'à recommencer aujourd'hui. Ils ont voté avec vos députés les pouvoirs spéciaux le 12 mars. Ils ont assuré une large majorité à Mollet-Lacoste en s'abstenant le 5 juin. Ils sont d'accord avec vos dirigeants pour proclamer la nécessité de liens indissolubles entre la France et l'Algérie. L'ignorez-vous, camarade Pâris ? Ce ne sont pas les staliniens, ce sont les trotskystes qui militent pour la grève générale contre le régime bourgeois !

« ATROCITES » ET BOURRAGE DE CRANE

Le couplet du camarade Pâris sur les égorgeurs professionnels qui terrorisent le peuple algérien semble inspiré directement de « L'Aurore » ou du « Figaro ». Daniel Mayer lui-même lui a donné la réplique, en définitant au récent Conseil National du Parti Socialiste que les ralliements de population algérienne « à la France » étaient des illusions et que : « La population est pour le moins neutre car l'armée manque de renseignements. C'est l'évidence même, car mânon pourquoi nos troupes bombardent-elles dans les embuscades ? »

En fait, tous les observateurs sérieux ont souligné que la population algérienne est ouvertement derrière l'armée de libération. Les vitupérations de « notre ami Lacoste » contre la presse, seulement coupable de rapporter les faits, une toute petite partie des faits, n'y changeront rien.

Il ne se passe d'ailleurs pas de jour sans que l'armée de libération nationale ne libère des prisonniers, militaires ou civils. Tous déclarent n'avoir subi aucun mauvais traitement. Peut-on en dire autant des combattants algériens faits prisonniers par l'armée française ?

Nous conseillons au camarade Pâris de s'informer en interrogeant la famille d'un soldat français en Algérie. Il en a sûrement parmi ses connaissances ; qui n'en a aujourd'hui ?

N'est-ce pas d'ailleurs l'hebdomadaire « Demain », dirigé par des socialistes, qui a révélé les atrocités commises à Tébessa ? Lacoste a démenti, bien sûr ; mais il s'est bien gardé de poursuivre « Demain » devant un tribunal français pour diffamation ou propagation de fausses nouvelles. Pourquoi le même Lacoste redoute-t-il la présence de témoins au point d'interdire une tournée territoire algérien — sous aux applaudissements de « L'Humanité » — au représentant de la CISL, Irwing Brown, pourtant peu suspect de sympathie à l'égard du communisme, n'est-ce pas ?

Extrait directement de la presse aux ordres des colonialistes, lui aussi, « le fanatisme racial et religieux ». Le camarade Pâris ignore-t-il vraiment que les travailleurs algériens émigrés en France ont participé à tous les combats de leurs frères de classe depuis la journée antifasciste de 1934 jusqu'aux récentes grèves ? Ignore-t-il que la revendication centrale du parti dirigeant de la révolution algérienne, le Mouvement National Algérien, est l'élection par tous les habitants de l'Algérie, sans distinction d'origine, de race ou de religion, d'une assemblée constituante suprême ? Ce ne sont pas les fanatiques qui pas appuyer ce mot d'ordre ? Où sont les fanatiques, camarade Pâris ?

LES LOUANGES DE LA REACTION

LE camarade Pâris connaîtra-t-il la phrase fameuse du socialiste allemand Bebel : « Quand la presse bourgeoise fait mon éloge, je me demande quelle sottise j'ai pu faire » ? N'avez-vous pas lu, camarade Pâris, des louanges hyperboliques décernées par la presse réactionnaire à « votre ami » Robert Lacoste ? Qu'a dit de votre ami « L'Aurore » du multimilliardaire Boussac en relatant le vote du récent Conseil National de la SFIO ! Elle y voit l'indice que « le président du Conseil et ses ministres, R. Lacoste et M. Lejeune, ont retrouvé le langage des Conventionnels » ; que « votre ami » Lacoste, par la politique d'abandon, dussionnous sacrifier l'intérêt du parti à l'intérêt national ». Autrement dit : dussions-nous sacrifier l'intérêt des travailleurs socialistes à l'intérêt des multimilliardaires.

MOLLET A LA DERIVE

Le discours de G. Mollet à l'Assemblée Nationale reflète l'absence complète de perspectives du président du Conseil. « L'Algérie, a-t-il dit, ne sera ni un Etat indépendant, ni une province arabe, ni une province française ».

Mais alors, que sera-t-elle ? G. Mollet ne le dit pas. G. Mollet n'en sait rien. Cependant, chaque jour, des hommes meurent.

Au Conseil National du Parti Socialiste, R. Lacoste a agité le miroir aux alouettes des « réformes profondes », ces réformes que personne ne prend au sérieux, sauf peut-être vous, camarade Pâris. Un exemple suffit pour les juger : « Votre ami » Lacoste veut augmenter de 25 % les salaires des travailleurs agricoles — actuellement 200 fr. par jour pour nourrir toute une famille — 250 fr. au lieu de 200 fr. et le tour est joué.

LES COLONS, EUX, SAVENT CE QU'ILS VEULENT

G. MOLLET a pourtant réaffirmé à l'Assemblée Nationale que « la solution du problème algérien est avant tout politique ». Mais R. Lacoste n'a pas hésité à le contredire directement. Tandis qu'il s'efforçait d'endormir les militants socialistes, « votre ami » Lacoste, après s'être réclamé devant le Sénat de la tradition de « fraternité » Bugeaud, réservait le fond de sa pensée à l'hebdomadaire vichyste « Le Bulletin de Paris ».

A l'affirmation du reporter de ce journal :

« Selon nous, l'essentiel pour 95 % des musulmans, c'est l'amélioration de leur vie quotidienne : sécurité de l'emploi, salaires ou revenus, accession à la propriété, rapports avec les Français, égalité devant la loi, etc. toutes choses plus ou moins faciles mais dont aucune ne menace la position de la France en Algérie. »

« Votre ami » Lacoste répondait :

« Je crois que vous avez raison ; c'est en effet l'essentiel pour la très grande majorité des Algériens ».

Vous « mettez dans le même sac », camarade Pâris, les nationalistes algériens et les exploiteurs colonialistes. Mais votre « ami » Lacoste lui, ne les met pas dans le même sac. Il « ne peut se battre sur deux fronts » ; il n'aime pas les tomates ; il s'est fait le porte-parole des colons. Et, ces colons, eux, savent ce qu'ils veulent: la guerre totale, la guerre de reconquête, une guerre dont la fin n'est pas en vue. « Votre ami » Lacoste, qui promettait la pacification « pour la fin de l'été », parle maintenant, dans ses confidences au « Bulletin de Paris », de « mois, ou de la fin de l'année « si tout va bien ».

La seule alternative à la guerre totale, la seule solution démocratique, c'est le retour « réclamé par « Lacoste, aux orateurs du Conseil National de la SFIO, réclamée par le secrétaire général du Syndicat National des Instituteurs, Forestier, lors de conférence du Rond-Point, pour la conclusion d'un cessez-le-feu ; à cette conférence, devraient être représentées toutes les tendances de l'opinion algérienne sans exclusive.

PROMESSES ELECTORALES ET DEMOCRATIE

« SAURONS-NOUS répondre à la revendication d'une population à qui nous avons enseigné la liberté, à qui nous avons promis, et qui nous demande maintenant de mettre nous-mêmes nos leçons en pratique ?...

Les Français répondront le 2 janvier. Ils diront sans équivoque quel est leur choix : cet avenir de réconciliation et de paix — ou une guerre imbécile et sans issue. Ils voteront socialiste, ils voteront Front Républicain ».

Ainsi s'exprimait G. Mollet le 27 décembre 1955. Et dans un tract électoral, votre parti, camarade Pâris, appelait les jeunes à voter socialiste pour obtenir :

— Le droit à la paix et à la vie,
— la libération immédiate du contingent 54-1,
— le retrait du contingent envoyé en Afrique du Nord,
— l'abolition du service militaire à 15 mois dans une première étape...

Le parlementarisme consiste évidemment à faire le contraire de ce qu'on a promis aux électeurs, une fois les élections terminées.

Mais s'il faut mettre « hors d'état de nuire » tous ceux qui exigent l'accomplissement de ces promesses, alors vous allez avoir beaucoup de travail, camarade Pâris.

R. M.

Juin 36 Les journées décisives

« La révolution française a commencé ».
LEON TROTSKY, 9 juin 1936.

ON croit généralement que le mouvement de juin 36 atteint son point culminant avec la signature des accords Matignon, le 7 juin, et qu'il a décru aussitôt après. Il n'en est rien. Ce fut après la signature des accords Matignon que le mouvement atteignit son sommet, entre le 12 et le 16 juin, dévoilant en même temps des caractéristiques qui justifialent pleinement l'appréciation portée par Léon Trotsky (1).

Les « accords Matignon », signés par la CGT d'une part, par la Confédération Générale du Patronat Français de l'autre, en présence de Léon Blum, le dimanche 7 juin 1936, décidaient l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail ; ils reconnaissaient le droit des travailleurs d'appartenir au syndicat de leur choix ; ils instauraient les délégués d'entreprise dans tous les établissements employant plus de dix ouvriers ; enfin ils décidaient une hausse des salaires allant de 7 à 15 %, toutefois dépassée 12 % pour le total des salaires de chaque entreprise, et incorporant les hausses de salaires déjà consenties au cours du mouvement gréviste qui s'étend depuis bientôt un mois.

Le lendemain, 8 juin, « L'Humanité » et « Le Peuple » proclamant le triomphe de la classe ouvrière. Les travailleurs, eux, ne s'estimeront pas aussi satisfaits et chercheront à pousser plus loin leurs avantages.

Dès le samedi 6 juin, à l'assemblée des délégués des métallos parisiens en grève, les ouvriers se déclarent prêts, si les patrons ne cèdent pas, à reprendre eux-mêmes la production.

Le mardi 9 juin, à 20 h. 30, 700 délégués des usines en grève se réunissent salle Mathurin-Moreau. Le secrétaire du syndicat, Gautier, demande aux délégués, puisque les patrons acceptent l'accord Matignon, de décider la reprise du travail. Mais les très nombreux délégués des usines viennent refuser de reprendre le travail dans ces conditions ; ils exigent que les bas salaires soient relevés préalablement à l'application de la hausse Matignon.

Les patrons refusent. Le lendemain 10 juin, quand Gauthier rend compte de ce refus, l'assemblée des 700 délégués lance un ultimatum au patronat : si d'ici 48 heures celui-ci n'accepte pas leurs conditions, ils demandent la nationalisation des usines de guerre et de celles travaillant pour l'Etat, leur fonctionnement étant assuré par le personnel technique et ouvrier.

Les patrons capitulent. Une nouvelle assemblée de grévistes a lieu le lendemain 11 juin sous la présidence de Benoit Frachon. Mais les grévistes estiment les concessions patronales insuffisantes, et formulent de nouvelles revendications demandant notamment le paiement des jours de grève. La colère gronde parmi les travailleurs, et Frachon, Timbaut, Costes, qui interviennent, sont impuissants à les calmer. Le soir du 11 juin, le bruit court que les métallos parlent de sortir en masse des usines et de descendre dans Paris.

Des événements semblables se déroulent dans les diverses corporations et régions ; et, tandis que la Chambre des députés vote avec une hâte inhabituelle les lois sur les quarante heures et les congés payés, le nombre de grévistes dépasse deux millions, en France et en Afrique du Nord ; à Paris, le 12 juin, les cortèges de grévistes parcourent les rues et les boulevards.

Ainsi s'expriment les caractéristiques révolutionnaires du mouvement. Les conquêtes ouvrières sont impossées dans les faits, bien avant d'être votées par le parlement bourgeois. L'occupation des usines, alors réalisée pour la première fois en France, est déjà la première étape, pour les travailleurs, du droit de propriété patronale. La reprise de la production par les ouvriers eux-mêmes, réalisée effectivement aux usines Delespaul-Havez, dans le Nord, est dans l'air partout. «Mes camarades sauront bien organiser le travail sans les patrons», déclare par exemple le représentant des usines Bateau le 6 juin.

Les ouvriers tendent à transférer la grève dans la rue ; ils s'arment. « Dans la banlieue de Lille, pour se défendre contre une prétendue menace fasciste, des ouvriers s'armaient de leurs outils ou improvisaient des armes », déclarera par exemple Santeugro à la Libertaire, le 26 juin. Un peu partout, les travailleurs interdisent les manifestations des partis de droite.

Enfin, face au parlement et à l'Etat bourgeois, dont ils sentent bien que, même couronné par le gouvernement de Front Populaire, ce n'est pas leur Etat, les travailleurs s'orientent vers la constitution de leurs propres organismes de pouvoir. Le 8 juin se tient chez Hotchkiss une réunion provoquée par le comité de grève qui groupe les représentants de trente-trois usines voisines. Ils sentent le syndicat des Métaux, mais refusent de s'y subordonner. Ils proposent la constitution d'un comité central de grève. La réunion de chez Hotchkiss, représentant l'ensemble des travailleurs en lutte, ce n'est rien de moins que l'embryon d'un soviet interusines !

C'est seulement le Parti Communiste Français, dont l'autorité dans les masses est alors inentamée, qui parviendra à enrayer le mouvement révolutionnaire en plein développement.

Le 11 juin, une assemblée des membres du PC de la région parisienne se tient au gymnase Jean-Jaurès. C'est là que Thorez, qui rapporte, prononce la phrase fameuse : « Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications ».

Notre but reste le pouvoir des soviets — déclare Thorez — mais ce n'est pas pour cela, ni pour demain. (On n'avait pas encore inventé à ce moment les « voies parlementaires vers le socialisme » ; Thorez se contentait de renvoyer la révolution à des temps meilleurs). Il ne saurait être question de dire que « maintenant les questions revendicatives passent au second plan, et qu'il s'agit de prendre possession des usines et de placer la production sous le contrôle direct des ouvriers ».

Les travailleurs français ont payé très cher la politique de Thorez, de sauvegarde du régime bourgeois. La bourgeoisie, épouvantée en juin 36 devant le mouvement des masses, se ressaisira bientôt ; elle reprit, et au delà, par la hausse des prix, ce qu'elle avait concédé sous forme d'augmentation de salaires. Puis vint la répression, le pacte, Vichy...

De nouveau, en août 53, les travailleurs se sont orientés, malgré leurs dirigeants, vers la constitution d'organes autonomes de pouvoir, dont le comité central de grève de Nantes fut le prototype. De nouveau, en août-septembre 1955, ils ont entrepris, sous forme de puissantes manifestations, le transfert du mouvement de grève dans la rue. Nul doute que ces expériences ne se généralisent à toute la France, lors des mouvements qui sont actuellement en gestation. Les dirigeants du PCF n'osent plus, aujourd'hui, se mettre franchement en travers du mouvement, comme il y a vingt ans. Ils savent qu'ils ne seraient plus écoutés. Ils rusent, ils biaisent, ils manœuvrent... Mais les travailleurs ne sont plus leurs dupes. Ils savent qu'ils feront leur chemin jusqu'au bout, jusqu'à la victoire totale, au renversement du régime capitaliste de bonze, de misère, de sang ; et ils ne se laisseront pas aisément arrêter en chemin.

J. LORRAIN.

(1) Pour une étude détaillée de cette période, voir le livre de Gibelin et Danos, « Juin 36 ».

« Le Libertaire » saisi !

LE LIBERTAIRE, organe de la Fédération Communiste Libertaire, a été saisi à l'imprimerie ce matin, 6 juin 1956, à 7 h. 30, sur ordre du préfet de Police en accord avec le Ministère de l'Intérieur.

La raison officielle invoquée pour la saisie est que ce numéro porterait atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat.

Or, qu'en est-il en réalité ? Ce numéro ne portait AUCUN article relatif à la situation en Algérie, se bornant strictement à informer sur la situation en France. Il portait en grand titre : « A BAS GUY MOLLET LA GUERRE » et en sous-titre : « APRES LE VOTE DE CONFIANCE, IL NE RESTE QUE DEUX ISSUES : ACTION DIRECTE OU FASCISME ».

Cette saisie, est donc un nouveau pas en avant dans l'arbitraire : elle n'existe plus de liberté politique, de liberté d'opinion.

Paris le 6 juin 1956.

LE B. N. DE LA F.C.L. (Communiqué.)

(1) Pour une étude détaillée de cette période, voir le livre de Gibelin et Danos, « Juin 36 ».

Le gérant : RENARD.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Sadmier - Paris (Ve)